



La requête concernant l'adresse mentionnée ci-dessus a été réglée par (choisissez une des options suivantes) :

- entente conclue par voie de médiation à l'aide d'un médiateur de la Commission;  
**au**  
 ordonnance sur consentement qui prévoit un calendrier de remboursement et est émise aux termes de l'article 206 de la *Loi sur la location à usage d'habitation*.

Je demande que la requête soit réouverte parce que (choisissez une des options suivantes) :

1. l'autre partie n'a pas respecté une condition de notre entente conclue par voie de médiation ou ordonnance sur  
**au** consentement;
2. l'autre partie a usé de coercition ou a fait délibérément des déclarations fausses ou trompeuses qui ont eu des répercussions sur l'entente conclue par voie de médiation ou l'ordonnance sur consentement.

**Explication du motif**

Si vous avez choisi le premier motif, précisez les conditions de l'entente qui n'ont pas été respectées. Si vous avez choisi le deuxième motif, expliquez ce qui s'est passé.

Si vous manquez d'espace, joignez des feuilles supplémentaires.



